

FORUM **Libération**

L'ÉCOLOGIE À L'HEURE DES SOLUTIONS

A l'occasion du festival organisé par la région
Bourgogne-Franche-Comté jusqu'à dimanche,
retour sur les initiatives et les projets
qui vont faire bouger les territoires.

VENREDI 10 SEPTEMBRE 2021



RÉGION
BOURGOGNE
FRANCHE
COMTÉ

BOUGEONS-NOUS!

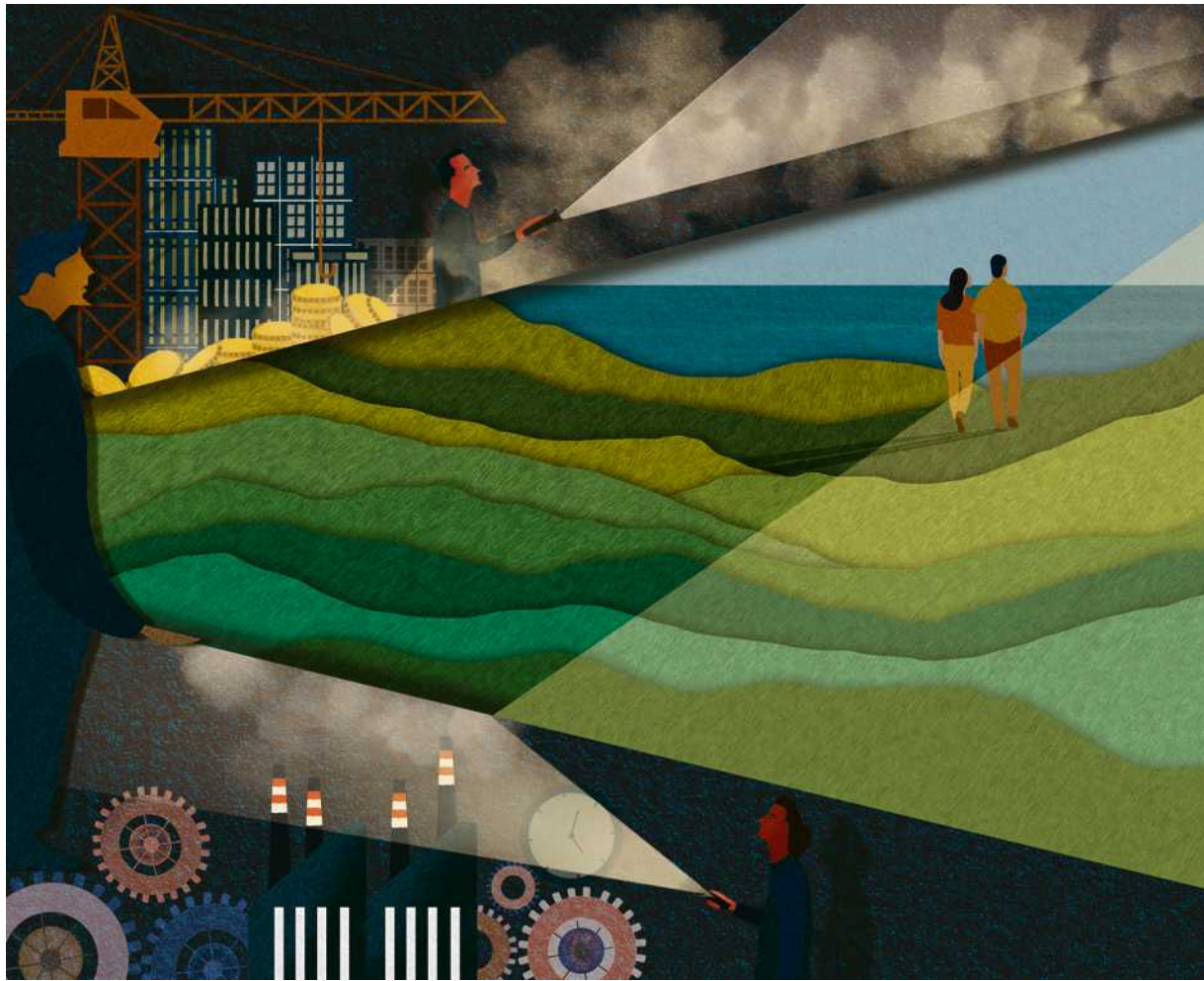
Les catastrophes climatiques s'enchaînent à un rythme de plus en plus soutenu et il n'est plus temps de tirer la sonnette d'alarme. Car chaque jour qui passe sans initiative destinée à réparer la planète et à lui redonner de l'oxygène, nous rapproche du point de non-retour. La bonne nouvelle c'est que, si certains résistent, du côté des dirigeants politiques et économiques notamment, beaucoup ont compris l'urgence de la situation.

L'été que nous venons de traverser, avec ses phénomènes climatiques extrêmes, a donné un avant-goût de ce que pourrait être l'avenir si nous ne réagissons pas. Achevant de convaincre des citoyens, et notamment les plus jeunes, de mettre les mains dans la glaise. Pour façonner un monde de demain habitable et durable.

Et des idées, il y en a! Beaucoup même! Notamment en régions, terrains d'expérimentation idéaux, à échelle plus humaine.

Recettes ancestrales revisitées ou réelles innovations, peu importe, il faut tout imaginer, tout tenter pour repenser le territoire en donnant la primauté à la nature: c'est l'homme qui doit s'adapter à elle et non plus l'inverse. Alors, ouvrons les fenêtres, aérons, bougeons-nous!

ALEXANDRA
SCHWARTZBROD



CLIMAT SEPT RAISONS D'Y CROIRE ET D'AGIR

Après des décennies à fermer les yeux, les sociétés ont enfin pris conscience de la crise climatique et de ses conséquences multiples. Tant mieux, car tout n'est pas perdu.

Par
BENJAMIN LECLERCQ
Dessin
CATHERINE CORDASCO

En 2021, les symptômes de la crise climatique ont confiné, dans plusieurs régions du monde, à l'apocalypse. Les plaies se sont abattues à la chaîne, scandant tout l'été de scènes de malheur et de désolation. De juin, on retiendra Lytton, ce village canadien avalé par les flammes après un pic de chaleur irréel (49,6 °C) dans le pays; de juillet, on gardera les pluies torrentielles qui noyèrent l'Allemagne, la Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg; et d'août, on se souviendra d'Eubée, cette île grecque faite cendre, où tout a brûlé, maisons, arbres et bêtes.

D'aucuns regarderont ailleurs. Ou voudront gagner du temps. Et pourtant... Tout indique un point de bascule dans la lutte contre le dérèglement climatique: la transition dont on parle tant doit avoir lieu maintenant.

2043, les biorégions s'organisent...

Uchronie Ceci est une fiction d'anticipation. Toute ressemblance avec des faits actuels est intentionnelle.

Des dizaines d'hectares de manguiers et d'avocats s'alignent parfaitement sur les collines desséchées de l'Axarquía, dans le sud de l'Espagne. Depuis une décennie, une bataille acharnée s'est ouverte entre agriculteurs et habitants pour s'approprier l'eau, devenue denrée rare. Nous sommes en 2043, les autorités régionales ont bien tenté de rerouter l'or bleu depuis la côte, mais là-bas aussi ils ont commencé à manquer, et ont fini par couper les robinets...

L'Espagne, dont trois-quarts du territoire est entré dans un processus de désertification avancée, a ainsi vu ses agriculteurs plongés un peu plus dans la précarité, avec par endroits des chutes de salaires allant jusqu'à 15% (tel que l'avait prévu l'Agence européenne de l'environnement en 2019) par rapport aux années 2020. Malgré les alertes lancées il y a plusieurs décennies, les acteurs du secteur ont préféré

miser sur la rentabilité à court terme en plantant à tout va des monocultures de ces espèces exotiques. Plutôt que d'investir dans l'adaptation au changement climatique, mettant à mal les écosystèmes locaux.

Havres. A quelque 1500 kilomètres de là, l'aride garrigue du nord montpelliérain laisse voir un paysage économique bien plus réjouissant. Les élus et agriculteurs locaux se sont emparés dans les années 2020 du concept de « biorégionalisme » pour repenser leur territoire dans une notion d'accord avec la nature. Changer d'échelle, arrêter de penser global, et réorganiser les modes de vie à l'échelle de la biorégion. Une biorégion ? Kirkpatrick Sale définissait ce concept, dans les pages de *Libération* en février 2020, ainsi : « Un lieu défini non par des diktats humains, mais par les formes de vie, la topographie, son biotope ; une région gouvernée non par la législation, mais par la nature. » L'échelle emblématique de la biorégion est le bassin-versant, défini par l'espace géographique alimenté par un cours d'eau, ce dernier influençant la végétation et les êtres vivants qui vivent dans un lieu à l'état naturel.

Dans le Nord héraultais, ce concept a pris vie dans le paysage. Entre les petits villages préservés aux pierres blanches, se côtoient des vignes et des fermes maraîchères adeptes des semences de Pascal Poot, célèbre agriculteur local qui a développé, dans son Potager de santé, des graines reproductibles et naturelles qui résistent à la sécheresse. Ces fermes, mêlant potagers diversifiés et forêts vergers, ont aussi permis de recréer des havres de biodiversité, où certaines espèces remontées à des latitudes plus élevées pour échapper au réchauffement, ont recréé des écosystèmes équilibrés.

Voilà maintenant dix ans que l'eau est durement rationnée. Le long de la côte languedocienne, certaines nappes phréatiques sont devenues inexploitable du fait de leur invasion par l'eau salée, causée par la montée du niveau des mers.

Face aux risques croissants de dégradation et de submersion du lido côtier, les collectivités ont décidé de renoncer à la protection du littoral par des digues et ouvrages de protection. Seuls quelques sites urbanisés ont fait l'objet de protections spécifiques, les autres espaces étant « abandonnés » aux effets de l'érosion

marine et des submersions lors de tempêtes. Le développement urbain et économique s'est donc reporté dans les villes de la plaine, avec des modes d'urbanisation plus économes en espace et en ressources (1).

Vie sauvage. Autour de Montpellier, l'ancienne agglomération qui étouffait tous les jours dans les embouteillages s'est scindée en micro-biorégions. Des Parlements locaux, basés sur la démocratie participative, prennent les décisions dans une logique de territoire naturel, et non plus administratif. Finies les multiples constructions en zone inondable. Le cours des rivières est maintenant laissé libre d'habitations. Les centres-villes ont, eux, repris vie, alors que l'étalement urbain a été stoppé pour rendre certaines terres à l'agriculture et d'autres simplement à la vie sauvage (donc au stockage de CO₂). Des résultats qui ont été rendus possibles par le contexte énergétique international (le prix du baril s'élevait à 200 dollars en 2043), et par une taxe carbone (200 € par tonne de CO₂) suffisamment élevée pour faire évoluer les comportements et dégager d'importantes marges de manœuvre financières pour les collectivités. La région a largement épousé le principe d'« économie symbiotique ».

AUDE MASSIOT

(1) Cette partie est inspirée de « Etude prospective des effets du changement climatique dans le Grand Sud-Est » publiée en 2010 par la Datar et le secrétaire pour les affaires régionales de la région Paca.

Parce que la science nous le (re) dit

Publié au beau milieu du mois d'août, le sixième rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec) aura sans doute échappé à beaucoup. Ses conclusions, elles, s'imposent pourtant à tous. Pour faire (très) court, le constat est double : la crise climatique bat déjà son plein ; et il est toujours temps d'agir. Autrement dit, c'est la cata mais il nous appartient de l'adoucir. « Le Giec nous redit en fait ce qu'il nous a toujours dit, mais il le fait cette fois avec une certitude inédite, explicite Aurere Mathieu, responsable des politiques internationales au Réseau action climat (RAC), fédération d'ONG pro transition. Oui, l'espèce humaine est responsable du réchauffement climatique. Oui, ce réchauffement augmente la fréquence et l'intensité des événements extrêmes (vagues de chaleur, pluies, tempêtes, etc.), et oui, tout cela ne va cesser de s'amplifier. »

En matière de températures, les scientifiques valident un calendrier

dramatique : le +1,5°C par rapport à l'ère préindustrielle (1850-1900) sera atteint dès la décennie 2030, et la trajectoire actuelle des émissions nous mène à +3°C en 2050. *Last but not least* : « Les experts insistent pour la première fois sur l'irréversibilité de certains phénomènes », note Stéphane Chatelin, de l'association négaWatt, grande promotrice de la transition énergétique. Et ce, en particulier pour l'élévation du niveau de la mer, dont il est dit qu'elle est partie pour durer plusieurs siècles. »

Parce que la justice s'en mêle

La transition écologique compte depuis peu un allié de poids : le droit. « Le développement de la justice climatique est l'une des évolutions majeures de ces dernières années », se réjouit l'avocate et ancienne ministre de l'Environnement Corinne Lepage. Le phénomène est planétaire, dit-elle, et en pleine accélération. « On recense actuellement dans le monde entre 1500 et 2000 procès environnemen-

taux visant des Etats ou des entreprises. » Surtout, depuis deux ans, « les condamnations se succèdent ». En décembre 2019, la Cour suprême des Pays-Bas frappe la première en confirmant la décision d'un tribunal national. Le jugement ordonne à l'Etat néerlandais de faire plus en matière climatique et de réduire ses émissions au nom « des droits des citoyens néerlandais ».

En 2020, c'est au tour du Conseil d'Etat d'accuser l'Etat français, donnant raison à la commune de Grande-Synthe (Nord), qui l'attaquait pour « inaction climatique ». En Allemagne, le coup de tonnerre a eu lieu en avril dernier lorsque la Cour constitutionnelle, la plus haute juridiction du pays, a jugé que la loi climat du gouvernement Merkel n'était pas « conforme aux droits fondamentaux » tant elle reportait sur les générations futures « des charges considérables en matière de réduction d'émissions ». Sous pression, le gouvernement a dû revoir ses objectifs à la hausse (baisse de 65% des émissions d'ici 2030

contre 55% auparavant). Les entreprises ne sont pas épargnées. En 2021, un tribunal de La Haye a contraint le grand pollueur Shell à diviser par deux ses émissions de CO₂ d'ici à 2030. Ou quand la transition devient un droit autant qu'une obligation.

Parce que la prise de conscience est générale

Dans une étude menée en 2021 pour la Global Commons Alliance (GCA), un réseau d'institutions internationales, l'institut Ipsos Mori a interrogé 20 000 citoyens des pays du G20. Le résultat dit la conscientisation d'aujourd'hui : 73% des personnes interrogées estiment que la planète est au bord du point de non-retour à cause de l'activité humaine. Le WWF, partenaire de la GCA, parle, lui, d'un « réveil écologique » mondial. « Je pense qu'on peut effectivement parler d'une prise de conscience universelle de la crise climatique, estime Corinne Lepage. A des degrés divers, cependant, liés à l'exposition aux risques, au

niveau de développement ou de richesse. »

Une réalité aussi récente que bienvenue : « Nous sortons tout juste de l'ère du déni », note l'ancienne ministre, qui se souvient toujours de « l'inanité généralisée des débats il y a encore à peine dix ans, lors de la COP15 de Copenhague ». Miroir de cette prise de conscience, les médias, après avoir longtemps failli, rendent visibles la crise comme jamais. « La part dédiée à l'environnement dans les segments d'information les plus visibles de grands médias a nettement progressé au cours des dix dernières années », analyse l'association Reporters d'espoir dans une étude parue en 2020. En France notamment, « la COP21 établie à Paris a marqué un tournant », estime l'ONG.

Parce que les citoyens sont prêts

Disons-le tout de suite, il reste de la marge : une étude Ifop d'avril 2021 montre que les Français jugeant la transition écologique « peu urgente » (31%) sont plus

Suite page IV

FORUM **Libération**

Suite de la page III nombreux que ceux l'estimant «tout à fait urgente» (26%)... Reste qu'un événement est venu, en France, créer un précédent en matière d'engagement populaire : la Convention citoyenne pour le climat (CCC). Malgré la trahison gouvernementale conclusive (à peine 10 % des propositions citoyennes ont été retranscrites telles quelles dans la loi climat), l'expérience a marqué les esprits. Le travail abattu par les 150 citoyens tirés au sort a impressionné, accouchant d'une série de mesures solides et ambitieuses.

«La CCC a montré que la transition écologique n'était pas un truc d'urbains surdiplômés, mais que tout le monde, sans exception, pouvait s'en saisir. Et que l'intelligence collective, quand on lui donne le temps, fait ses preuves», témoigne Stéphane Chatelin de négaWatt. Ce dernier voit un autre motif d'espoir pour activer la transition : les jeunes générations. «Dans les écoles et les universités, les jeunes poussent pour se former et acquérir les compétences nécessaires à la transition. Tous ces jeunes qui, hier, marchaient pour le climat, seront bien-

tôt dans la vie active pour faire bouger les choses.»

Parce que les technologies sont matures

«Pour agir contre la crise climatique, il est urgent de renoncer au solutionnisme technologique. Celui-ci n'est, en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, ni durable ni fiable», rappelle Aurore Mathieu du Réseau action climat. Grosso modo : on a déjà tout ce qu'il nous faut. «Technologiquement, on dispose effectivement de toutes les briques nécessaires pour mener la transition énergétique, affirme Stéphane Chatelin. On peut bien sûr perfectionner les techniques actuelles, mais on n'a pas besoin de nouvelle rupture technologique : la production d'énergie renouvelable est aujourd'hui rentable et durable ; le stockage d'énergie à grande échelle fonctionne ; le passage d'un vecteur à l'autre aussi [convertir de l'électricité en gaz, et inversement, ndr], etc.» Reste, toutefois, à investir massivement pour transitionner vers l'économie décarbonée. «Et à stopper définitivement le soutien public aux énergies fossiles et aux

grands pollueurs», ajoute Aurore Mathieu.

Parce que les normes bougent

La transition écologique, si elle demeure mollement défendue par le législateur français, progresse à grande vitesse à d'autres niveaux. Exemple à l'échelle communautaire : «La Commission européenne a beaucoup évolué sur ce sujet récemment», commente Corinne Le-page. Les choses bougent par exemple sur le front de la finance, avec la taxonomie sur les activités vertes, qui est un projet tout de même assez radical pour l'époque.»

La «taxonomie verte», sur laquelle travaille la Commission depuis 2018, consiste à établir un seuil d'émissions de CO₂ en deçà duquel une entreprise sera jugée «verte». Le but de ce texte complexe et copieux (600 pages) est de réorienter l'investissement public et privé vers les acteurs économiques en phase avec les objectifs climatiques et environnementaux communautaires. Autre évolution normative de grande ampleur, toujours à l'échelon européen : l'«Ajustement à l'objectif 55». Ce plan présenté en juillet dernier consiste

à réviser et actualiser la législation de l'UE en matière de climat, d'énergie et de transport pour l'adapter à son objectif de réduction d'émissions d'au moins 55 % d'ici à 2030.

Parce qu'on n'a plus le temps de se demander pourquoi

«Faut-il y croire ou pas, peut-on encore inverser le cours des choses, cela en vaut-il la peine... Honnêtement, je ne me pose plus ces questions-là. On est au-delà!» tonne un expert. «On va devoir faire en dix ans une transition qu'on aurait pu faire en trente. On a perdu trop de temps pour céder maintenant au doute.» L'extrême urgence climatique documentée par le Giec ne doit pas nous inciter au fatalisme, abonde Aurore Mathieu : «Une fenêtre d'opportunité est en train de se fermer. Cela se joue dans la prochaine décennie. Alors oui, c'est un travail de fourmi, et un combat contre une foule d'intérêts de court terme, mais on y croit, parce qu'on n'a pas le choix.» «La crise est là, certes. On peut cependant la limiter», dit Stéphane Chatelin. Tout effort est utile, car chaque dixième de degré va compter. ♦

DES INITIATIVES QUI REDONNENT DE L'ESPOIR

Recycler, récupérer, s'entraider... Dans le cadre du Festival des solutions écologiques, plusieurs actions locales et durables sont soutenues par la région Bourgogne-Franche-Comté.

Recycler les bocaux, donner une seconde vie aux vélos, récupérer les légumes invendus ou installer des panneaux solaires... Voilà quelques-unes des initiatives soutenues par la région Bourgogne-Franche-Comté dans le cadre du Festival des solutions écologiques. Une démarche visant à responsabiliser les citoyens dans leurs pratiques quotidiennes. Tour d'horizon.

1. SUIVRE LA CONSIGNE

Bocaux & co travaille autour du réemploi des bocaux usagers. Il s'agit d'un projet d'économie solidaire à l'échelle de l'agglomération dijonnaise. Il existe depuis le 25 mars. «La consigne des bouteilles se redéveloppe, mais pas celle des bocaux», constate Catherine Ruppli, co-directrice du projet. Elle estime que la quantité de bocaux utilisée est de 3000 tonnes à l'année à Besançon. Elle ambitionne

non pas de les traiter tous, mais de développer un modèle de circuit de collecte et de réemploi dans le sud de l'agglomération pour qu'ils soient réutilisés par des professionnels qui, pour le moment, achètent des bocaux neufs. «Ce ne sera pas moins cher, c'est là un de nos défis», prévient Catherine Ruppli. «On n'est pas dans le modèle industriel, classique. L'idée est d'arriver à définir la bonne échelle pour que ce modèle vertueux (et ses éventuels emplois) fonctionne pour ensuite le faire essayer.»

L'association a réalisé un business plan sur sept ans sachant donc que le simple réemploi n'était pas viable (le bocal neuf est vendu à un prix dérisoire, autour de huit centimes d'euros). «Aujourd'hui, on est dans une logique d'acheter tout fait. Nous pensons qu'il faut faire évoluer nos modes de consommation, sous l'aspect d'un projet motivant. Il y a une ambition forte de contribuer à l'autonomie

alimentaire d'un territoire. On produit beaucoup l'été et on en garde un peu pour l'hiver. De cette manière, on pourra manger local toute l'année.»

contact@bocaux-and-co.fr

2. REMONTER EN SELLE

Ils ont ouvert un atelier de réparation et réemploi de cycles qui se prénomme «Rustine Bieber», ouvert dans une recyclerie depuis fin 2019. Elle fait partie d'un collectif d'associations sur le site de la Californie, une ancienne friche industrielle à Toucy... Il s'agit d'un tiers lieu qui travaille sur les questions de lien social et d'économie circulaire.

«L'objectif premier est de remettre les gens sur la selle du vélo, pour favoriser l'autonomie de déplacement, on est dans une zone très rurale, peu dense, sans autre choix que la voiture», détaille Camille Massé, une des animatrices de l'atelier vélo de la Californie.

DESSIN CATHERINE CORDASCO





Son idée? Remuer tous les vecteurs possibles pour donner envie aux gens de se déplacer autrement, d'avoir des pratiques de loisirs, sur des petites distances. Camille Massé voudrait promouvoir ces nouvelles habitudes par tous les bouts possibles. Par exemple, l'association Toucy Entraide distribue des colis alimentaires. «Peut-elle le faire à vélo?» interroge la jeune femme.

«On essaie de proposer des solutions adaptées aux différents publics, de s'adapter aux comportements de tous les jours; aussi bien pour les enfants qui n'ont jamais fait de vélo, que les plus anciens. La Californie propose ainsi de remettre en marche les bicyclettes usagées, d'électrifier des vélos pour les personnes âgées, d'organiser des sorties thématiques de faire du vélo bricolage.» Ce projet a été récompensé d'un «coup de cœur» de la région.

ateliervelo@californietoucy.fr

3. FAIRE PASSER LE COURANT

La Fruitière à énergies est une entreprise citoyenne de territoire qui mobilise des acteurs variés et plus de 200 associés. Elle développe des projets d'énergie renouvelables, met à disposition des toitures pour l'énergie photovoltaïque, installe des panneaux qui capent l'énergie solaire, utilise des onduleurs qui transforment l'énergie en courant continu pouvant être utilisé sur le réseau. Une gageure...

Le projet dure depuis maintenant quatre ans et représente l'équivalent de 5000 m² de toiture photovoltaïque. «Au début, il s'agissait de participer à une installation importante. Les gens étaient très à l'écoute. On a alors adopté une démarche pédagogique et on s'est développés», explique Jean-François Dugourd, un des responsables de la Fruitière à énergies. Qui espère permettre aux citoyens acteurs de participer à «cette ambition plané-

taire», qui consiste à produire soi-même une partie de l'énergie que l'on consomme. «La première ambition est d'être beaucoup plus sobre. Ensuite de réfléchir au besoin d'énergie globale. La transition énergétique, c'est d'abord se poser ces questions-là.» «On met tous les acteurs du territoire en mouvement. C'est aussi l'idée de se rapprocher et de créer du lien social au moment où chacun est isolé et vit dans un individualisme forcé», conclut Jean-François Dugourd.

4. CULTIVER SON JARDIN

L'association Juste ici travaille sur des projets artistiques urbains à Besançon. Elle existe depuis dix ans, est engagée pour développer un projet écologique d'installations végétalisées plutôt comestibles telles les plantes aromatiques vivaces. Une installation sera inaugurée pendant le Festival des solutions écologiques, soutenu par la région.

La sculpture est vivante, on y arrose les plantes, les habitants participent. «Je fais des installations végétales comestibles pour créer des performances culinaires. J'aimerais que les déchets soient ensuite transformés en compost collectif pour nourrir les plantes installées dans la structure», indique Ju Hyun Lee, Sud-Coréenne de 39 ans, installée en France depuis une quinzaine d'années.

Auparavant, elle a suivi les cours des Beaux-Arts de Lyon, beaucoup travaillé dans le design, puis le design culinaire. Le projet se déroule dans le quartier prioritaire de Planoise à Besançon, la ville voulant mettre en place des écoquartiers. L'inauguration est prévue en septembre.

5. METTRE TOUS SES ŒUFS DANS LE MÊME PANIER

Romain Chartier se trouve à la tête d'une entreprise artisanale de charrettes un peu particulière. Au départ, l'homme est chargé de mission et accompagnait les villes ou les communautés de communes dans leur transition écologique ou la revitalisation des centres-villes.

En 2019, il part du constat qu'il lui faudrait un accessoire un peu différent pour faire ses courses à vélo. Il imagine alors un cabas de courses sans remorque, qu'on peut mettre sur le porte-bagages. Avec ses roulettes et sa poignée, il permet de répartir le poids, à droite et à gauche, comme à la manière des grosses sacoches qu'on met sur un cheval. L'invention des Charrettes Chartier peut porter 40 à 50 litres. Les prototypes maison sont réalisés par des artisans locaux et une couturière qui fait les sacoches avec des chutes de toiles de bâche. «On veut que ce soit local, réparable, low-tech, dit Romain. On voudrait avoir un produit à 200 ou 300 euros, et le faire tester par différentes associations de cyclistes, pour voir si les usagers sont intéressés. Si les premiers tests sont concluants, le projet pourrait démarrer cet hiver.»

6. AIDER SON PROCHAIN

Emmanuel Mazet est responsable de l'Association pour le développement de l'emploi agricole et rural (Adear), à Vesoul (Haute-Saône). La structure, qui regroupe des agriculteurs, a été démarchée par le Secours populaire pour récupérer les excédents de production. Or, les agriculteurs sont censés vendre la totalité de leur récolte... La solution: faire une production dédiée pour le Secours populaire. L'an dernier, ont ainsi été plantés et ramassés 1,7 tonne de pommes de terre et près de 300 potimarrons.

Quatre-vingt adhérents ont travaillé pour l'association, aidés par des maraîchers du département qui faisait des dons d'invidus. «Cela constitue un complément par rapport à ce qu'avait déjà la banque alimentaire, explique Emmanuel Mazet. L'objectif à terme est de trouver d'autres surfaces agricoles pour pouvoir augmenter la production et acheter du matériel pour pouvoir se déplacer sans dépendre de la présence d'un agriculteur pour faire le travail du sol.»

«A la fin de la journée de plantation et de récolte on fait un casse-croûte et on partage, collectivement... Ce sont des projets peu compliqués à mettre en œuvre et qui favorisent le lien.»

adear.hautesaone@free.fr

DIDIER ARNAUD

«Ce qui nous semble radical ira de soi dans dix ans»

Marie-Guite Dufay
présidente de la
région Bourgogne-
Franche-Comté

Les scientifiques et leurs nombreux rapports n'ont cessé de nous alerter sur le changement climatique et sur l'érosion de la biodiversité. Le congrès mondial de la nature à Marseille et le rapport du Giec de début août dressent le même constat implacable, alarmant. Notre défi est là, invisible : l'impact délétaire, sur notre planète et nos vies, du carbone émis par les énergies fossiles. L'immensité de la tâche est donc devant nous, enthousiasmante, non pas pour revenir en arrière mais pour ouvrir un avenir durable et désirable, en limitant l'ampleur des phénomènes en cours. Un tel virage appelle des changements ex-

ceptionnels pour offrir un horizon mobilisateur commun. Il s'agit, comme le dit si bien Edgar Morin, de «changer de voie», de faire en vrai la transition écologique avec courage, lucidité et responsabilité. Car, ce qui nous semble radical aujourd'hui ira de soi dans moins de dix ans : «Vivre autrement.»

L'échelle régionale est une échelle adaptée pour accompagner cette mise en mouvement, planifier et organiser ces changements.

Grâce à leurs compétences clés – développement économique, transports, lycées, aménagement du territoire, formation et environnement – les régions peuvent constituer des locomotives de la transition écologique. Elles doivent être des laboratoires à ciel ouvert de ce changement de voie et de

l'adaptation au changement climatique. Une telle trajectoire induirait une transformation profonde des politiques publiques, couplée à des moyens conséquents dignes d'un plan Marshall.

La région Bourgogne-Franche-Comté s'inscrit résolument dans cette dynamique globale, transversale et locale. Réussir les transitions écologique et énergétique charpente toutes nos politiques publiques. Pour cela, il nous

faut créer les conditions de cette réussite. Sans citer tous nos leviers, nous agissons en faveur des transports propres avec, demain, des rames TER à l'hydrogène, le zéro artificialisation des sols, les énergies renouvelables, la rénovation énergétique du bâti, l'agriculture biologique, la gestion du-

table des forêts, etc. La région investit chacune de ses compétences pour les passer au tamis de la transition écologique, priorité absolue : elle éco-conditionne ainsi toutes ses aides ! Sur ce chemin, nos atouts sont nos meilleurs outils. Première région industrielle et rurale de France, très grande région agricole et forestière et la moins artificialisée du pays, la Bourgogne-Franche-Comté est équipée pour avancer dans cette nouvelle et vivifiante voie.

Dans cet esprit, volontés politique et citoyenne doivent coïncider, car la transition est l'affaire de tous. Pour embarquer le plus grand nombre, nous avons imaginé un festival dédié aux solutions locales concrètes pour informer, valoriser et diffuser les pratiques, expertises et champs des possibles. Ce festival, formidable terrain de jeu et d'expériences, mettra à l'honneur plus de 200 initiatives locales de transition.

Cette tribune leur est dédiée, dédiée à tous ces pionniers qui prennent leur part pour le plus grand des desseins et des défis. Vive la transition écologique ! Vive l'effervescence des solutions locales !



AFP

Pourquoi est-ce si difficile de changer ?

Laure Noualhat
journaliste et écrivaine

Pourquoi est-ce si difficile de changer nos habitudes ? Vingt ans que je me pose cette question. Et chaque fois que je me la pose, je me fais l'impression d'un buffle en furie ! Aucune réponse à ce jour n'est satisfaisante. Dans *le Bug humain* (Robert Laffont, 2019), Sébastien Bohler invoque le striatum, ce petit organe logé dans notre cerveau qui nous a permis de survivre à des dizaines de milliers d'années d'évolution. Le striatum nous récompense à coups de dopamine dès lors que l'on répond à cinq besoins fondamentaux : manger, se reproduire, acquérir du pouvoir, étendre son territoire et s'imposer face à autrui. Le problème est que ce striatum est aux commandes d'un cerveau toujours plus performant dans un humain à la puissance décuplée par les machines. Tel un drogué, le cerveau ne peut plus discipliner sa tendance à l'excès, ni se limiter. Et comme nous n'avons pas tous le striatum de mère Teresa, loin s'en faut, alors nous courons vers l'abîme en distri-



buant royalties par-ci et grenades dégoûtées par là.

D'autres mentionnent une quantité invraisemblable de biais cognitifs qui nous priveraient finalement de notre libre arbitre, comme le biais de confirmation, cette tendance à ne prendre en considération que les informations qui confirment nos croyances et à ignorer ou discréditer celles qui les contredisent. Notre cerveau est incapable, nous serine-t-on, d'embrasser le monde dans sa complexité. J'ai longtemps cru que ceux qui n'agissaient pas souffraient d'un déficit d'information alors, telle une Cassandre moderne, j'ai dédié ma vie professionnelle – dont quinze années à *Libération* – à faire passer la mauvaise nouvelle, c'est-à-dire à parler d'écologie ! Et paf, raté ! Même en sachant, l'humain-e n'agit pas à la mesure des enjeux où qu'il-elle soit : à la tête d'un gouverne-

ment, d'une entreprise du CAC 40 ou simplement d'une famille nombreuse... «Même lorsque nous savons que la catastrophe est devant nous, nous ne croyons pas ce que nous savons. Ce n'est pas l'incertitude qui nous retient d'agir, c'est l'impossibilité de croire que le pire va arriver», écrivait le philosophe Jean-Pierre Dupuy dans

Libération en 2008. Treize années plus tard, certains n'y croient toujours pas.

Dit autrement, ne sommes-nous pas tout bêtement englués dans un confort auquel il est hors de question de renoncer ? Nos petites vacances dans notre petit paradis autour d'un petit barbecue en revenant du marché dans notre petit SUV climatisé. Nous connaissons les enjeux : diviser par quatre nos émissions de CO₂. Cela signifie rouler moins, voler moins, se chauffer (ou se rafraîchir) moins, consommer moins (de viande, d'habits, de chaussures, d'objets de déco à la noix, de luminaires, de bois, de processeurs, de terres rares et moins rares, de pub à la télévision, de divertissement, de services idiots...), produire moins, encadrer plus, régénérer plus, braver plus...

Dès lors, pourquoi certains agissent ? Seraient-ils câblés différemment ? Plus empathiques, plus responsables, plus sensibles à la débandade du monde et du vivant ? Car j'en vois tous les jours, des gens qui agissent : ils ont pour eux la magie, la grâce et le pouvoir. Magie, parce que rien n'est plus magique que de voir des projets bas carbone sortir de terre ou de tête. Grâce, car rien n'est plus gracieux que des personnes en action alors que tout indique que le «foutur» sera chaud, douloureux et complexe. Pouvoir, parce qu'en agissant, ils se ré-encapitent dans une société qui les infantilise, les déconsidère et les oblitère, ils sortent du système, s'en désencastrent pour faire ce fameux pas de côté dont Gébé et Jacques Doillon parlaient déjà dans leur film *l'An 01* en... 1973 ! Ils guerroyent contre la peur et le défaitisme, croient en la vie sous toutes ses formes et disent merde à leur cerveau !



DESSIN CATHERINE CORDASCO



«Les villes doivent rester des espaces de rencontre et de convivialité»

David Le Breton
anthropologue
et auteur

Pour nos sociétés, la nature, les arbres, les animaux, sont radicalement autres. Cette séparation est une conséquence de l'exploitation d'un monde transformé en pure ressource, en pure utilité, sans au-delà, sans transcendance, dans le prolongement du mot d'ordre de Descartes de se «rendre maître et possesseur de la nature». Nous sommes séparés devant l'environnement et non plus immergés en lui.

Les marcheurs éprouvent souvent ce sentiment que la nature est vivante, qu'elle ressent le passage de ceux qui l'arpentent. Ils réparent le monde en le restaurant dans son unité,

dans le sentiment de le rejoindre de tous leurs sens, sans être à part, portés par un sentiment cosmologique d'appartenance. Ils ne sont plus

séparés mais reliés. Cette passion contemporaine de la randonnée traduit une résistance sociale à l'encontre de la saturation de la circulation routière, l'uniformisation de l'espace urbain, l'asepsie des sens, la sédentarité...

Au-delà de l'espace reconquis par les marcheurs sur les sentiers, un autre environnement accompagne le quotidien urbain ou rural colonisé par la circulation automobile où piétons et cyclistes ne sont jamais tout à fait à leur place. Nombre de citadins rêvent de vivre au

sein de quartiers restitués à la déambulation avec une tonalité propice, sans être en alerte pour éviter l'accident. Le seul réseau de circulation est celui voué à la voiture.

Il est devenu contre-productif du fait de son engorgement, de sa surface dévorante d'espace, et des problèmes écologiques et sanitaires liés à la



C. TRUONG-NGOC C.C.

pollution.

Dans les lieux réellement protégés, le vélo allie une vitesse paisible au plaisir de se dépenser et de sentir à nouveau la jouissance du monde en restant attentif aux sollicitations de l'environnement. Le cycliste prend son temps tout en se déplaçant avec célérité en résonance avec les choses, il s'arrête à sa guise s'il souhaite

profiter d'un paysage ou d'un bâtiment. Instrument d'un souci écologique et simultanément pratique, il fluidifie les déplacements, assainit l'environnement des pollutions ambiantes et diminue l'étouffement des rues ou des parkings.

Quant au piéton, la ville n'est-elle pas son lieu naturel ? A l'encontre de la déterritorialisation du monde, de la liquidité, de la dissolution des différences dans l'uniforme, les villes doivent demeurer des espaces de rencontre et de convivialité à travers une écologie sensible. Le vivre-ensemble appelle un environnement où chaque habitant puisse se reconnaître dans un sentiment d'inclusion.

Une ville est un lieu multiple où l'on doit se sentir partout chez soi et dans un ailleurs familier. Selon la qualité de vie qu'elle propose, elle imprègne les sens, oriente les pas du citadin, influe sur ses humeurs (ou sa santé). Elle est faite des innombrables villes qui la composent selon les moments, les individus. Il importe de remettre le corps au cœur de la ville et au cœur de la personne elle-même à travers une géographie affective heureuse. ◀

Un avenir symbiotique commun sinon rien

Patrick Giraudoux
professeur émérite
d'écologie, membre
honoraire de l'Institut
universitaire de France

La biosphère est un monde de plantes (82% de la biomasse totale) et de microbes (17%). Le reste, c'est un epsilon facultatif : les animaux ne constituent que 4 pour 1000 de la biomasse terrestre, et parmi eux, l'homme, 1 pour 10 000 (1). La biosphère, c'est aussi un univers où la vitesse d'évolution n'est pas la même pour tous. Plus de 3 millions d'années nous séparent des australopithèques, soit environ 160 000 générations. Pour une bactérie, 160 000 générations se suivent en seulement dix ans. L'effectif d'une seule population bactérienne est de nombreux milliards de fois supérieur à celui de la population humaine. Par leur nombre et leur vitesse de génération, les possibilités évolutives des micro-organismes, qui comme les autres dépendent

de leurs mutations entre deux générations, sont infiniment plus grandes que celles des organismes dits supérieurs. Les exemples foisonnent montrant que les mutualismes entre les organismes non-microbiens et les microbes ont organisé le vivant (2). Les microbes pathogènes pour l'homme sont très rares. Tous les microbes, par contre, participent au fonctionnement des écosystèmes (minéralisation de la matière organique, fixation de l'azote, fermentations, etc.) et très nombreux sont nos symbiotes (ceux de notre microbiote intestinal et cutané, ceux qui fabriquent nos aliments : fromages, vins, bière, pain, etc.).

Alors, qu'est ce qui dérape ? La réduction du nombre d'espèces, et plus généralement de la biodiversité à tous ses niveaux (génétique, des espèces, des écosystèmes, etc.)



laisse place vide et entraîne de ce fait inévitablement l'augmentation de l'abondance d'espèces opportunistes. Cette abondance, génétiquement plus homogène, augmente alors les possibilités de circulation de leurs microbes.

La biomasse des mammifères présents sur terre est constituée à 36% par celle des

humains et à 60% par celle de leurs animaux domestiques. L'humanité et ses animaux domestiques constituent donc de par leur masse, des capteurs, amplificateurs et incubateurs gigantesques de mutations de microbes opportunistes. Le processus épidémique démarre et est plus fréquent là où se réunissent au moins deux des trois compartiments suivants : des points chauds de biodiversité, des élevages où se concentrent de nombreux animaux domestiques et des populations humaines numériquement importantes qui tirent leurs ressources de ces compartiments.

En conséquence, le défi majeur de ce siècle est d'inventer une forme d'éco-société mondiale capable d'être le steward de socio-écosystèmes résistants et résilients, cultivant à toutes les échelles une biodiversité maximale. Partout. Ils hébergeront alors durablement une humanité responsable, alors consciente du mode de fonctionnement du vivant et des limites de la biosphère dont elle tire ses ressources et dont elle fait partie.

Sinon... Les autres scénarios, dont la pandémie de Covid-19 ne nous donne qu'un avant-goût léger, sont trop évidemment sombres pour être utilement détaillés ici. ▶

(1) «The biomass distribution on Earth», Bar-On, Y. M., Phillips, R. & Milo, R., Pnas 115, Pnas 115, 6506-6511, 2018.

(2) Jamais seul : ces microbes qui construisent les plantes, les animaux et les civilisations, Marc-André Selosse, Actes Sud, 2017.



DESSIN CATHERINE CORDASCO

APPRENDRE DES FERMES D'ANTAN

Dans un musée du Doubs, une trentaine de maisons témoignent de l'adaptation constante des hommes à la nature.

Seize hectares, dans un lieu dénommé «le Peu», ce qui signifie qu'ici, la terre ne donne rien... L'abbé Jean Garneret, homme du début du XX^e siècle, visionnaire s'il en est, en a décidé autrement. Il pressentait que les maisons et fermes de Franche-Comté allaient être avalées par la modernité. Il voulait en conserver une trace. «Le Peu» conviendrait. *«Il ne voulait pas recréer un village»,* explique Florence Coutier, conservatrice du patrimoine. *«Pas plus que de prendre de bonnes terres aux paysans.»*

Au musée des Maisons comtoises, à Nancray (Doubs), à vingt minutes de Besançon, la nature s'exprime. L'endroit est d'un vert absolu, les vallons sont jolis. Jeune homme plein de talents atteint de la bougeotte, l'abbé sillonne l'Europe à vélo à la fin des années 30, découvre les musées de plein air, et se dit à part lui : *«C'est cela que je veux faire!»*

Alors il s'arme de son carnet et de crayons à mine, acquiert d'emblée une maison dans le

Haut-Doubs et se met en quête d'un terrain. Une gageure. Les fermes –treize au total– sont acquises les unes après les autres, démontées pierre par pierre. On y colle des pastilles de couleur pour ne pas se tromper au moment du remontage. On recrute un maçon, on forme au démontage et au remontage des artisans. On fait même appel à l'armée... *«On a un aperçu de toutes les maisons qu'on pouvait rencontrer dans la région»,* souligne Virginie Due-de-Fernandez, la directrice du musée.

Richesse. L'abbé Garneret voulait garder une trace de la vie agricole. Faire prendre conscience aux habitants de la richesse de leur patrimoine. Les fermes témoignent toutes de l'économie de moyens dont on a fait preuve, pour conserver la chaleur notamment. *«Plus on est modeste, moins on a d'ouvertures»,* explique Florence Coutier. Le rapport à l'animal est différent. Il faut juste calculer qu'une vache produit l'équivalent de 1800 kilowatts par

heure. C'est dire si on a intérêt à la garder tout près. Les animaux représentent les biens les plus précieux sur cette aire géographique. Ils bénéficient –plus que les hommes– de la chaleur du soleil. Les familles modestes disposent d'une vache, grand maximum. Au-delà de quatre, ce sont des riches.

Les visites de ces fermes permettent également de découvrir de quelle façon on transportait l'eau de lisière dans des charrettes munies de cuves, mais aussi de se rappeler comment le rapport à la terre a changé profondément dans la population hexagonale. 55% de la population est rurale en 1911... Un taux descendu à 19% aujourd'hui. La rupture s'est consommée entre la Première et Seconde Guerre mondiale avec notamment le chemin de fer et la mécanisation induits par le plan Marshall. *«Dans les années 50, le commercial arrive dans les cours de ferme»,* détaille Florence Coutier. C'est l'ingénierie, la course au rendement. Pendant ce temps, les aïeux ten-

tent aussi de transmettre le savoir et les gestes. Au fur et à mesure de la balade, on prend la mesure du rôle de la femme et de celui des enfants dans la ferme, avec le trou béant laissé par les hommes morts à la guerre. On découvre cette immense cheminée qui permet le fumage de la viande. Là, on est à 800 mètres d'altitude, dans la région de Morteau. Bois de feuillus et tuiles partout. Le calcaire affleure, il y a des sapins à profusion. Des jardins ornent toutes les maisons et servent de garde-manger au restaurant du musée.

«**Maison pull-over.**» On pénètre dans cette «maison pull-over», où les hivers peuvent durer six mois avec beaucoup de neige. L'isolation est prévue dans les murs. Les paysans exercent une double activité. Ils ravaudent, travaillent la ferraille, la quincaillerie... Dans certaines fermes, l'apport de lumière est important. On s'aperçoit aussi que la Franche-Comté s'affranchit vite du four banal, en construisant pour ses fermiers... Il marche une fois par mois. On y fait mijoter plats en cocotte, sécher les plumes pour les duvets et ébredons. Plus loin se trouve la fruitière à comté. Il faut conserver le lait, bouilli ensuite sur un énorme feu. *«On a construit les fruitières à cause de la menace des incendies»,* explique Virginie Due-de-Fernandez. Les cheminées sont souvent munies de vantaux réglables pour améliorer le tirage. Au pied du foyer se trouve la crémaillère, pendue pour marquer ce rite d'entrée dans la maison.

DIDIER ARNAUD

Envoyé spécial à Nancray (Doubs)

Renseignements sur Maisons-comtoises.org.

PROGRAMME

MERCREDI 8 SEPTEMBRE (À RETROUVER EN LIGNE SUR LIBÉRATION.FR).

Transition écologique, on démarre au niveau local ?

Pour en débattre, nous avons réuni Marie-Guite Dufay, présidente de la région Bourgogne-Franche-Comté, Thierry Paquot, philosophe de l'urbain et Jacques Lévy,

directeur de la chaire «intelligence spatiale» de l'université polytechnique des Hauts-de-France, lauréat du prix Vautrin-Lud, considéré comme le Nobel de géographie.

VENDREDI 10 SEPTEMBRE (AU LYCÉE CHARLES NODIER DE DOLE) COMPLET 10 HEURES - 11 H 30

Génération Z, génération climat ?

Avec Marie Desplechin, écrivaine engagée pour le climat,

Léna Lazare, porte-parole du mouvement Youth for Climate France et Emilie Gauthier, archéologue. Ensemble, elles engageront la discussion avec les élèves du lycée de Dole.

SAMEDI 11 SEPTEMBRE (À LA RODIA DE BESANÇON) 14 HEURES - 15 H 30

Pourquoi est-ce si difficile de changer nos habitudes ?

Avec Roland Gori, psychanalyste, Pascal Picq, paléanthropologue, François Jarrige, historien et

Laure Noulhat, journaliste, écrivaine, spécialiste de l'éco-anxiété.

16 HEURES - 17 H 30
Quelle place pour la nature dans nos vies ?

Ce thème sera abordé avec Béatrice Neel, directrice du parc naturel régional du Haut-Jura, l'artiste plasticienne et écrivaine Claudie Hunzinger ; David Le Breton, anthropologue et sociologue et le bio-acousticien Olivier Adam.

18 HEURES - 19 H 30
Santé et biodiversité, un destin lié ?

Avec Pierre-Henri Gouyon, biologiste et professeur au Muséum national d'histoire naturelle, Jean-François Guégan, écologue, Patrick Giraudoux, professeur à l'université de Franche-Comté et Camille Besombes, épidémiologiste.

Débats et contributions à retrouver et suivre sur *Libération.fr*.